

Vœu de l'Assemblée Générale du Comité pour la Transalpine

Lyon, le jeudi 21 juin 2018

Les acteurs politiques, institutionnels et économiques rassemblés au sein du Comité pour la Transalpine, demandent solennellement à l'Etat de réaffirmer la dynamique de réalisation de la liaison transeuropéenne Lyon-Turin qui a déjà pris trop de retard au regard de l'urgence des défis écologiques, économiques et géostratégiques que cette infrastructure d'avenir doit permettre de relever.

Cette dynamique doit porter sur la globalité du programme, à savoir le tunnel de base et ses voies d'accès.

S'agissant du tunnel international actuellement en chantier, la pérennisation du plan de financement de la part française doit être actée sans délai.

S'agissant des voies d'accès françaises, leur programmation doit nécessairement être engagée et articulée en cohérence avec la mise en service du tunnel de base en 2030.

En étroite concertation avec les élus locaux, l'Etat doit définir, dans le périmètre de la DUP de 2013, un phasage approprié afin de diminuer les coûts des travaux et d'élargir leur éligibilité aux financements européens, pour en assurer le lancement sans délai.